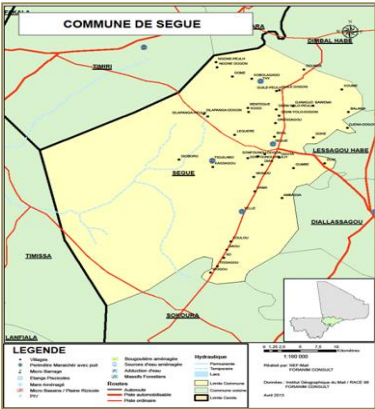


## Rapport d’Evaluation Rapide de Protection des PDI du village de Dom dans le chef-lieu de la commune de Ségué

 <p>Coordonnées GPS de la localité de l’ERP : Village de Ségué</p> <p><b>Latitude</b> : N 13.50’34°C</p> <p><b>Longitude</b> : 03.44’32°C</p> <p><b>Altitude</b> : 327,7 m</p> <p><b>Précision</b> : 7,3m</p>	<b>Dernière mise à jour</b>	Date de mise à jour
	<b>Dates de l’ERP</b>	Du 14 au 16 janvier 2021
	<b>Localités affectées</b>	<b>Sites de départ</b> : Cercle de Bankass commune de Ségué village de Dom. <b>Sites d’accueil</b> : Cercle de Bankass, commune de Ségué, chef-lieu de commune de Ségué.
	<b>Populations affectées</b>	L’évaluation a concerné la population touchée de Dom suite à une attaque du village par des hommes armés. Selon les chiffres reçus de RRM NRC lors de l’enquête multisectorielle des besoins, réalisée du 14 au 16 janvier 2021, les personnes déplacées sont estimées à environ <b>226</b> ménages composés de <b>1 188</b> personnes toutes hébergées dans des familles d’accueil à Ségué et dans les différents villages environnants (Bara, Nanssagou, Oumbè) dans un rayon de 4 km autour de Ségué.
	<b>Déclencheur de l’ERP</b>	Le partenaire RRM Catholic Relief Services (CRS) a partagé une alerte le 06 janvier 2021 faisant cas d’une attaque du village de Dom dans la commune du Ségué le 05 janvier 2021 vers 16H00 par des hommes armés. Cette attaque a provoqué la mort de deux hommes âgés d’environ 40 à 50 ans, l’incendie et la destruction des biens matériels et pécuniaires, des maisons, des greniers de vivres, des documents civils, des bétails emportés, et le déplacement des populations de Dom dans la commune de Ségué vers le chef-lieu de la commune. Cette alerte a été confirmée par le maire de la commune de Ségué et le Service Local du Développement Social et de l’Economie Solidaire (SLDSES) de Bankass. C’est suite à cette alerte que les équipes protection et RRM de NRC se sont positionnés pour mener une mission conjointe d’évaluation sur le lieu de déplacement.
<b>Méthodologie</b>	La méthodologie a consisté à tenir des rencontres avec les autorités administratives de Bankass et les autorités coutumières de Ségué, des échanges et des entretiens avec les populations déplacées et les communautés hôtes à Ségué.  L’équipe a d’abord procédé à des observations directes sur le site de déplacement afin d’identifier les risques de protection observables qui affectent les personnes déplacées avant d’entamer les focus groups (FGD) et les interviews avec les informateurs clés. Au total, sept discussions de groupes et dix entretiens avec les informateurs clés, séparés par sexe et âge ont été réalisés sur le site d’accueil de Ségué. <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 FGD avec les femmes PDI dont les tranches sont les suivantes de : 26 à 40 ans et de 50 à 60 ans.</li><li>• 1 FGD avec les femmes de la communauté hôte de 18 à 25 ans.</li></ul>	

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 FGD avec les hommes PDI dont les tranches d'âge sont les suivantes : de 26 à 40 ans, de 18 à 25 ans, et de 50 à 60 ans.</li> <li>• 1 FGD avec les hommes de la communauté hôte de de 26 à 40 ans.</li> </ul> <p>En plus des groupes de discussion, dix (10) entretiens avec des informateurs clés ont été réalisés.</p>				
	<b>Résumé des problèmes de protection rapportés</b>	Assassinat et Enlèvement	Extorsion des biens	Incendie et destruction des biens matériels, et des stocks de vivre	Destruction des documents d'état civil	Détresse psychologique
	<b>Résumé de la situation de protection et recommandations au Cluster Protection</b>	<p><b>Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenchée l'ERP</b></p> <p>L'insécurité et les violences dans le cercle de Bankass s'intensifient et se caractérisent par des attaques des villages se soldant par des assassinats, des enlèvements et des destructions des biens. A l'instar des autres communes, la commune de Ségué ne fait pas exception à ces attaques qui sont récurrentes.</p> <p>Le climat d'insécurité déjà existant s'est matérialisé par une nouvelle attaque le 05 janvier 2021 qui a visé le village de Dom dans la commune de Ségué et a provoqué le déplacement de la population de Dom vers le chef-lieu de la commune et certains villages voisins qui sont dans un rayon de 4 km notamment Bara, Nanssagou et Oumbè.</p> <p>A la suite de cette attaque du village de Dom, tous les ménages du village sans exception et des villages environnant ont fui les hostilités pour chercher refuge dans le chef-lieu de de la commune. Selon les informations reçues lors des focus groups de discussion et des entretiens avec les informateurs clés, le village de Dom a été pillé (bien matériel, du bétail emporté), les maisons et les greniers incendiés, et plusieurs documents d'état civil incendiés ou détruits.</p> <p>Le bilan de cette attaque fait état de <b>02</b> morts. On dénombre également d'énormes dégâts matériels notamment : le vol de <b>30</b> têtes de bœufs et <b>400</b> têtes de petits ruminants, l'incendie de <b>100</b> greniers et de <b>200</b> maisons ; laissant ces populations dans une extrême pauvreté sans sources de survie.</p> <p><b>Présentation/description du site de l'ERP</b></p> <p>Le chef-lieu de la commune de Ségué est la localité d'accueil des PDI de Dom, dont une partie est située sur la falaise et l'autre sur la plaine à <b>51</b> km de Bankass. Tous les PDI sont originaires du village de Dom et tous sont d'ethnie dogon.</p> <p>Certaines personnes déplacées vivent au sein des familles d'accueil et d'autres sont retournées à Dom suite à un accord de paix en cours avec les hommes armés qui ont perpétrés l'attaque. Il a été recueilli au cours des focus groups et entretiens avec les informateurs clés que certains de ces PDI</p>				

		<p>vivent dans des conditions qui les exposent à des risques d'agression sexuelle car vivant dans une promiscuité totale tous sexes confondus qui empêche le respect de l'intimité et de dignité des familles déplacées. L'autre risque de cette promiscuité est la propagation de la COVID-19, avec cette résurgence de cas positifs de la pandémie au niveau national, car les mesures barrières ne sont pas respectées.</p> <p><b>Actions en cours :</b> L'équipe RRM NRC a mené une évaluation multisectorielle des besoins des PDIs au cours de la période de l'Evaluation Rapide de Protection à savoir du 14 au 16 janvier 2021.</p> <p><b>Recommandations principales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la prise en charge psychosociale des PDIs à travers des thérapies individuelles et de groupes ;</li> <li>• Améliorer l'environnement de protection des enfants ;</li> <li>• Renforcer la sécurité dans la zone d'accueil et zone de départ ;</li> <li>• Apporter une assistance en vivre aux PDIs et aux familles d'accueil affectées par le déplacement ;</li> <li>• Apporter une assistance en abris en réhabilitant les maisons détruites du site de départ et apporter un appui en NFI afin de remplacer les matériels incendiés ;</li> <li>• Renforcer la connaissance des communautés sur la Covid-19 et promouvoir le respect des mesures barrières de lutte contre la pandémie.</li> </ul>				
	Sévérité de la situation	1	2	3	4	5

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
Sécurité et protection générale		<p>La sécurité dans la commune de Ségué se dégrade de plus en plus avec les attaques, les incendies, les vols, et les assassinats. Cette dégradation freine le déroulement normal des activités quotidiennes des population et entache les liens sociaux et la coexistence pacifique qui a existé entre les communautés.</p> <p>Les participants aux groupes de discussion ont affirmé ne pas se sentir en sécurité, car ils sont à proximité de la localité de départ qui se trouve seulement à 9 km de la zone d'accueil et de certaines localités attaquées dans le passé. Les femmes PDI ainsi que les femmes de la communauté hôte disent se sentir particulièrement vulnérables en cas d'attaque.</p> <p>Les hommes affirment également ne pas se sentir en sécurité étant très souvent les cibles lors des attaques. Cette situation crée une grande psychose au sein des populations hôtes ou PDI qui craignent les attaques qu'ils estiment probables malgré la présence des groupes d'auto-défense qui assurent la sécurité des personnes et leurs biens.</p> <p>Malgré la destruction du village de départ, certains ménages sont retournés pour la construction et réhabilitation de leurs maisons suite à un accord négocié avec les hommes armés qui ont perpétré l'attaque même si au cours de l'évaluation, il n'a pas été possible pour l'équipe d'identifier les auteurs de l'attaque.</p> <p>Selon les termes de cet accord, la communauté s'est engagée au respect des exigences de ces groupes tels que l'interdiction de l'école, l'interdiction de la présence des représentants de l'Etat, l'interdiction et aussi le désarmement des groupes d'auto-défense.</p>	<p><b>Aux autorités administratives et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les services de police dans les villages d'accueil en vue de prévenir et minimiser les attaques.</li> </ul>

		<p>D'après les informations recueillies lors des FGD et entretiens avec les informateurs clés, toute la commune est sous la menace d'attaque.</p>	
<p><b>Mouvement de population</b></p>		<p>L'attaque du village de Dom a provoqué un mouvement massif de population vers le village de Ségué et les villages à proximité. L'instinct de survie a poussé tous les PDI à fuir à pied en rang dispersé à travers la brousse ou les différentes pistes reliant les villages environnants pour rejoindre Ségué tout en abandonnant tous les biens matériels. Aucun cas de personne séparée n'a été signalé lors des FGD et échanges avec les informateurs clés.</p> <p>Pendant les FGD, les participants ont signalé que dans leur fuite les populations ont éprouvé ont fait face à plusieurs difficultés notamment l'accouchement d'une femme, le transport des personnes inaptes (personnes âgées, les enfants, les personnes vivant avec handicap physique ou mental et visuel), ainsi que les efforts physiques de la marche pour atteindre les villages d'accueil (Ségué, Nanssagou, Bara et Oumbè).</p> <p>Tous les PDIs sans exception souhaitent retourner dans leur village de départ si la sécurité est assurée dans la localité de départ.</p>	<p><b>Aux autorités administratives, et politiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter la médiation entre les groupes armés et les communautés</li> <li>• Renforcer les services de police</li> </ul> <p><b>A la commission du mouvement des populations (CMP) et autorités administratives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire l'enregistrement systématique des nouveaux PDI dès qu'il y a un mouvement de population.</li> </ul>
<p><b>Cohésion sociale</b></p>		<p>Les relations sont cordiales entre les communautés d'accueil et les PDI grâce au soutien de la communauté hôte qui aident les PDIs par des dons de nourriture et la mise à disposition d'abris. Aucune tension n'a été rapporté depuis l'arrivée des PDIs sur les sites d'accueil. Il convient de noter que les PDIs et les communautés hôtes sont de la même ethnie ; et que des liens de parenté existent entre ces différentes communautés. Les PDIs vivent dans les familles d'accueil et bénéficient du soutien total de celles-ci. Cette culture de soutien et d'entraide a toujours existé au sein de ces communautés selon les informations recueillies auprès des PDIs et des communautés hôtes. Afin de soulager les familles d'accueil et maintenir le tissu social, une assistance matérielle d'urgence est nécessaire en termes de vivres et abris.</p>	<p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appuyer les efforts de pacification en cours.</li> <li>• Apporter une assistance en vivres, NFI et Abris aux déplacés afin de soulager les familles d'accueil et maintenir les relations cordiales existantes entre les communautés.</li> </ul>



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL



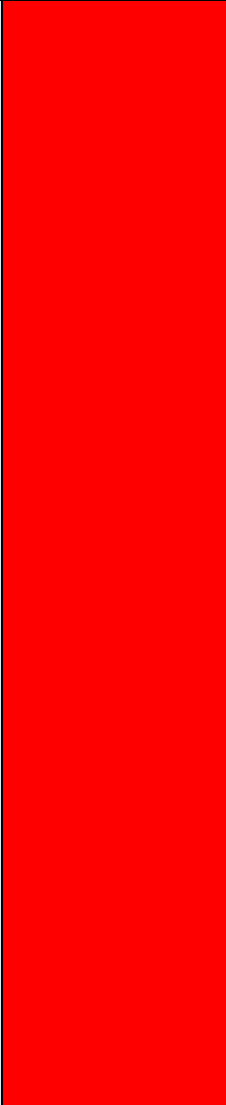

Aide humanitaire  
et Protection civile



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC



<p><b>Protection de l'enfance</b></p>		<p>Les enfants font face à des risques et menaces de maladie comme la toux, le rhume, la pneumonie, le paludisme dues à l'exposition aux aléas climatiques comme le vent et le froid.</p> <p>Sur le plan scolaire, les PDIs ont signalé la fermeture des classes depuis deux ans à cause des menaces et risque d'enlèvement des enseignants dans la commune. Cette fermeture a entraîné la déscolarisation de 65 enfants dont 35 filles et 30 garçons. Les enfants et la communauté n'ont pour le moment aucun moyen pour palier à ces risques et menaces puisque le nouvel accord de paix conclu, après le déplacement, oblige les communautés à abandonner toute initiative de réouverture de l'école formelle.</p> <p>Il a été signalé à l'équipe la présence d'une centaine d'enfants traumatisés. Cette détresse psychologique se manifeste par des cauchemars, des sursauts au moindre bruit. Il a également été signalé une timidité inhabituelle chez ces enfants qui est caractérisée par leurs refus de jouer avec les autres enfants. En plus, les parents ont signalé des cas fréquents de diarrhée, qui ont été observés pendant les FGD, chez la plupart de ces enfants. Ces signes se manifestent chez les enfants qui ont été témoins des violences.</p> <p>Par contre, certains enfants paraissent moins affectés par les violences. En effet, il a été signalé que l'attaque a eu lieu au moment où certaines femmes étaient en brousse avec leurs enfants pour les corvées de bois de chauffe. Elles ont été alertées par les bruits de l'attaque et ont fui vers la localité d'accueil ; ce qui a fait que leurs enfants ont été moins affectés par les événements.</p> <p>Aucun cas d'enfant séparé ni d'enfant non accompagné ou d'enfant associé aux groupes ou forces armés n'a été signalé ni observé.</p>	<p><b>Aux acteurs du SCPE et acteurs humanitaires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des espaces récréatifs pour les enfants.</li> <li>• Assurer un appui vestimentaire pour les enfants afin de leur permettre de faire face aux aléas climatiques.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs du Cluster Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des centres d'apprentissages temporaires pour les enfants.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs spécialisés en appui et prise en charge psychosocial :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la prise en charge psychosociale des enfants affectés.</li> </ul>
<p><b>Violences basées sur le genre</b></p>		<p>Selon les informations issues des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés, les femmes et les filles n'ont rencontrées aucun cas de violence basée sur le</p>	<p><b>Aux acteurs du Cluster Abris :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une assistance en abris d'urgence ou une réhabilitation des</li> </ul>



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL



Aide humanitaire  
et Protection civile



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC



		genre (VBG). Cependant, certains facteurs dans le village de départ pourraient favoriser des risques de VBG. En effet, les PDI qui sont retournées habitent tous, sans distinction de sexe, dans les maisons qui n'ont pas été détruites pendant les violences. Celles-ci leur servent d'abris. Cet état de fait pourrait exposer les femmes et les filles à des risques de protection surtout aux agressions sexuelles et viols.	maisons détruites dans le village de départ pour prévenir les risques de violences sexuelles.
<b>Personnes à besoins spécifiques</b>		Les personnes à besoins spécifiques suivants ont été signalées à l'équipe : <ul style="list-style-type: none"> <li>o 3 hommes avec un handicap visuel</li> <li>o 2 hommes avec un handicap mental</li> <li>o 25 femmes enceintes</li> <li>o 3 femmes et 3 hommes avec un handicap physique</li> <li>o 2 femmes veuve suite à l'attaque</li> <li>o 11 enfants dont 6 garçons et 5 filles orphelins suite à l'attaque</li> </ul>	<p><b>Aux acteurs de santé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la prise médicale des femmes enceintes.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs humanitaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une prise en charge adaptée aux handicaps identifiés.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs spécialisés en appui psychosocial :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une prise en charge psychosociale individuelle des enfants orphelins du fait de l'attaque.</li> </ul>
<b>Ressenti psychologique</b>		La situation de déplacement a affecté toutes les communautés hôtes et déplacées. Le fait que les PDI ont assisté à des scènes de violences a entraîné un état de détresse psychologique chez elles. Pendant les groupes de discussion, les PDI ont signalé des troubles de sommeil tels que les cauchemars, la peur, le manque d'appétit, les sursauts. Ces détresses touchent particulièrement les femmes et les enfants.	<p><b>Aux acteurs spécialisés en appui psychosocial:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire l'identification et la prise en charge psychosociale individuelle et de groupe.</li> </ul>
<b>Lutte anti-mine</b>		Il est ressorti des groupes de discussions et entretiens avec les informateurs clés qu'ils n'ont remarqué aucune présence d'Engins Explosifs Improvisés (IEE) et restes explosifs de guerre dans la zone de départ, ni dans la zone d'accueil. Les participants ont signalé qu'aucune organisation de lutte anti-mine et de mécanisme communautaire de déminage n'intervient ou n'existe dans la zone.	<p><b>Aux acteurs humanitaires de lutte anti-mine et reste explosifs de guerre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduire des activités de sensibilisation préventives sur les risques liés aux IEE.</li> </ul>
<b>Logement, terre, propriété et ressources naturelles</b>		Pendant l'évaluation, il ressort que dans la zone de départ ainsi que dans la zone d'accueil, les PDI, y compris les femmes, n'ont pas de difficulté à accéder à la terre et il n'existe aucun conflit foncier entre les membres de la communauté.	<p><b>Aux autorités administratives et locales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser la communauté sur l'importance et l'acquisition des titres de propriété afin de garantir la sécurité d'occupation.</li> </ul>



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL



Aide humanitaire  
et Protection civile



Sweden  
Sverige



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC



		<p>Toutefois les documents garantissant la sécurité d'occupation n'existent quasiment pas dans ces localités.</p>	
<p><b>Accès aux services de base</b></p>		<p>L'accès aux services sociaux de base reste une préoccupation majeure dans les villages d'accueil dû à l'insuffisance d'infrastructures dans la zone.</p> <p>L'accès à l'eau est limité car le village de Ségué ne dispose que de trois puits à grand diamètre dont un non fonctionnel et deux qui tarissent en saison sèche réduisant ainsi la disponibilité et l'accès à l'eau. Les PDI utilisent les latrines des familles d'accueil.</p> <p>Les écoles sont toutes fermées à causes des hostilités des groupes armés et les risques d'enlèvement du personnel scolaire et des leaders communautaires favorables à l'école.</p> <p>Il ressort des informations collectées que les communautés déplacées et hôtes fréquentent les foires hebdomadaires de Ségué, le village d'accueil, Doundé situé à 15 km, Sobane à 4 km et Diallassagou à 18 km.</p> <p>Sur le plan sanitaire, la difficulté majeure qui s'impose est le problème financier surtout les frais médicaux. Car les PDI n'ont pas les moyens pour payer les médicaments même si les consultations sont gratuites dans les deux CSCOM de Sama à 4 km de la zone d'accueil et de Ségué. Les centres de santé sont accessibles aux PDI.</p> <p>Enfin, les besoins en abris sont importants car les PDI vivent au sein de familles d'accueil dans des conditions de promiscuité totale qui ne garantissent pas l'unité des familles déplacées.</p>	<p><b>Aux acteurs du Cluster Abris :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une assistance en abris d'urgence pour garantir l'unité des familles déplacées.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs du Cluster Education :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Créer des centres d'apprentissages temporaires pour les enfants.</li> </ul> <p><b>Aux acteurs du Cluster WASH :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Construire des latrines afin de permettre aux PDI d'accéder à des latrines dans le respect de leur intimité et permettre aussi de désengorger les familles d'accueil.</li> </ul>
<p><b>Impact du COVID-19 sur la protection</b></p>		<p>Pratiquement tous les PDI surtout les hommes ont connaissance de la maladie à COVID-19 ainsi que les mesures barrières. L'équipe a noté que lors des groupes de discussion, les mesures barrières sont connues puisque les personnes interrogées ont pu citer les différentes mesures de prévention à savoir le port du masque, la distanciation</p>	<p><b>Aux acteurs administratifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibiliser la communauté sur la pandémie du COVID-19 et promouvoir le respect des gestes barrières.</li> <li>Doter les communautés en kits</li> </ul>





NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL



Aide humanitaire  
et Protection civile



Sweden  
Sverige



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC



		<p>sociale, le lavage des mains au savon. Néanmoins, le respect de ces mesures barrière est difficile à mettre en œuvre à cause du manque d'accès à l'eau, de la promiscuité dans les familles ainsi que du manque de moyen pour acheter du savon ou du gel hydro alcoolique. Cependant, les PDI souhaitent approfondir leurs connaissances.</p>	<p>familiaux de lavage des mains.</p>
--	--	--	---------------------------------------